

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SIDEO RDT (ex ROIDE ET DOUBS TECHNIQUES)

10 Grande Rue
BP 47
25150 VERMONDANS

Références : UID257090/SPR/AB/AR 2023 - 1208Q
Code AIOT : 0005900665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SIDEO RDT (ex ROIDE ET DOUBS TECHNIQUES) implanté 10 Grande Rue BP 47 25150 Pont-de-Roide-Vermondans. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre

- de plaintes de 3 riverains résidant dans la rue des Vergers, vis à vis des nuisances sonores générées par l'activité de la société SIDEO RDT.
- des suites données aux demandes adressées à l'exploitant par lettre du 18 septembre 2020, suite à la visite d'inspection du 1er septembre 2020.

Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 février 1991.
- l'arrêté Ministériel du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2560.

- l'arrêté Ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDEO RDT (ex ROIDE ET DOUBS TECHNIQUES)
- 10 Grande Rue BP 47 25150 Pont-de-Roide-Vermondans
- Code AIOT : 0005900665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIDEO RDT est spécialisée dans la transformation des métaux par découpage et emboutissage. Les pièces produites sont destinées à 80 % au secteur automobile. Elle emploie environ 120 personnes pour un chiffre d'affaire de 21 millions d'euros et 5000 tonnes de métaux transformés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention des pollutions et des nuisances :
 - rejets aqueux
 - rejets atmosphériques
 - émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/02/1991, article Art 2,2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Prélèvement des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art 5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/02/1991, article Art 3.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 06/02/1991, article Art 4.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art 8.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art 4. II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence :

- La prise en compte des demandes de l'inspection vis à vis des non conformités pour le prélèvement des eaux souterraines, surveillance des rejets atmosphériques (action correctrice en cours)
- La prise en compte de certaines des recommandations de traitements acoustiques suite à l'étude réalisée par dB silence le 17 novembre 2020. A l'issue des travaux engagés, une nouvelle étude de bruit permettra de vérifier la conformité de l'exploitant qui devra dans le cas contraire envisager la mise en œuvre de l'ensemble des solutions préconisées (écran acoustique, ...).
- Le refroidissement en circuit ouvert malgré l'interdiction de rejets des eaux industrielles.

Considérant les actions déjà réalisées et celles engagées, l'inspection ne propose pas d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant pour la mise en circuit fermé du refroidissement et les éventuelles actions correctives complémentaires qui seront proposées à l'issue de la prochaine étude acoustique conditionneront la nécessité ou non d'une mise en demeure .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/1991, article Art 2,2
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux plans et données techniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Tout projet de modification à apporter à ces installations doit avant réalisation être porté, par le pétitionnaire, à la connaissance du Préfet, accompagné des-éléments d'appréciation nécessaires.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'établissement est soumis à plusieurs rubriques de la nomenclature des ICPE sous différents régimes, et notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un four de trempe de sels fondus (nitrite de potassium et de sodium), 2562-1 (A) ; • les presses de travail mécanique des métaux, 2560-2 (DC), dossier de déclaration transmis le 5 février 2009 ; • une installation de dégraissage des pièces, son rejet à l'atmosphère se fait par un traitement au charbon actif, 2564 (DC) ; • trempe, recuit ou revenu des métaux, 2561 (D). <p>Certaines installations, dont un four de trempe à huile ont été éliminées sans informer l'inspection des installations classées des modifications des conditions d'exploitation.</p> <p>La situation administrative n'est pas à jour. Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 4 mois un état administratif actualisé des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art 4. II
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <p>« - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</p> <p>« - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <p>« - les secteurs collectés et les réseaux associés ;</p> <p>« - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</p> <p>« - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dispositif de collecte et de traitement des effluents. Le réseau de collecte n'est pas séparatif, il est raccordé à un séparateur d'hydrocarbures, avant le rejet dans le cours d'eau La Ranceuse. Le plan des réseaux est à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art 51.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements

Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le prélèvement est relevé quotidiennement si le débit est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. [...]
Constats : Les précédentes inspections avaient établi la présence de 2 puits dans lesquels l'eau était pompée sans dispositifs de mesures des eaux prélevées et sans dispositif de disconnexion. L'exploitant a expliqué que l'une des pompes est reliée à un bassin situé dans le bâtiment (surélevé) afin de pallier une éventuelle inondation des locaux et qu'elle n'est pas utilisée. La seconde pompe sert au refroidissement de pièces. Le refroidissement s'effectue en circuit ouvert. Un compteur et un disconnecteur ont été mis en place par la société Saniconfort sur la seconde pompe en mai 2023. Lors de la visite, le compteur indique un volume de 6825 m ³ , soit un débit quotidien moyen de 37 m ³ /j. Il n'y a pas de registre de suivi de la consommation de l'eau. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi hebdomadaire des prélèvements des eaux souterraines et de consigner les relevés dans un registre dans un délai de 1 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/1991, article Art 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : L'établissement n'engendre aucun rejet de type industriel sur le site.
Constats : L'eau de refroidissement est rejetée dans le milieu alors que le rejet d'eau industrielle est interdit. A l'issue de la dernière visite d'inspection, il était demandé à l'exploitant de supprimer ce dispositif de refroidissement en circuit ouvert ou de le rendre conforme avec les prescriptions applicables au site. En réponse, l'exploitant avait proposé à long terme l'installation d'un refroidisseur permettant un circuit fermé et le changement de la pompe avec asservissement pour le laminoir. Actuellement le refroidissement est utilisé pour le laminoir et le dégraisseur. Ce dernier équipement étant peu utilisé, l'exploitant prévoit de l'éliminer et de passer par un sous traitant pour cette activité. Afin de vérifier les caractéristiques des rejets, il est demandé à l'exploitant de procéder à leur analyse dans un délai de 2 mois. Les paramètres à analyser sont répertoriés dans l'article 5.6 de l'arrêté du 9 avril 2019 relatif à la rubrique 2564. Il est demandé à l'exploitant de présenter à l'inspection dans un délai de 6 mois le projet abouti pour un refroidissement en circuit fermé: étude, plan, devis et échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois pour l'analyse des effluents ; 6 mois pour la proposition d'un procédé de refroidissement en circuit fermé.

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/02/1991, article Art 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses et mesures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse ; les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant. Les prélèvements et analyses doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 26/09/85 relatif à la rubrique 2562 (four bain de sel) et notamment son article 13, prévoit une mesure annuelle des rejets atmosphériques des installations. De fait, les mesures des rejets pour les installations relevant du régime déclaratif pour les rubriques 2560 (laminoir) et 2561 (four de recuit) et soumises aux prescriptions générales des arrêtés ministériels du 27/07/2015, seront également annuelles.</p> <p>L'exploitant ne dispose actuellement d'aucune analyse des gaz. Le bureau d'étude MAPE a été consulté en juin 2023 pour la réalisation d'une campagne de mesures des rejets atmosphériques. Des trappes de mesures commandées auprès de GINDRO seront mis en place par le service maintenance de l'exploitant sur les tuyaux d'évacuation : trempe bainitique, laminoir, soudeuses par point (lignes 1 et 2) et robots (côté atelier et côté stock).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'installer les trappes de mesures et de procéder à la mesure de ses rejets atmosphériques dans un délai de 4 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Art 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

Les mesures réalisées le 17 novembre 2020 entre 9h30 et 22h30 par dB SILENCE, présentent un dépassement important des valeurs réglementaires pour les émergences en période diurne et nocturne côté ouest au point PZER1 et en période diurne côté est au point PZER2 (côté rue des Vergers où résident les plaignants). L'étude fait état d'une contribution particulière des équipements de ventilation pour PZER1. En PZER2, ce sont les activités de logistiques (gestion des déchets, livraison, arrivée de camions) qui sont à l'origine des nuisances sonores.

Une liste de recommandations de traitement acoustiques (RTA) a été établie par dB SILENCE :

- RTA1 : mettre en œuvre un piège à son à baffles parallèles au rejet du moteur d'évacuation fumée des soudeuses

Constat : il y a deux lignes d'extraction des fumées, une seule est équipée d'un silencieux

- RTA2 : fermer la zone de déversement de déchets située à l'arrière du bâtiment de manière étanche acoustiquement, fermer la partie basse de la paroi latérale et mettre en place une porte sectionnelle pour l'accès aux bennes.

Constat : la partie basse a été fermée et un rideau à lamelle a été installé.

- RTA3 : optimiser le flux de camions afin de réduire son impact sonore au voisinage

Constat : d'après l'exploitant, il y a une dizaine de camions par jours sur une plage horaire allant de 7h00 à 19h00 (généralement pas de camions après 17 h) et l'organisation mise en place permet d'éviter les engorgements entre fournisseurs et clients. De plus une aire de stationnement a été aménagée pour éviter que les camions ne stationnent dans la rue des Vergers.

- RTA4 : mettre en œuvre un écran acoustique avec une porte coulissante.

Constat : actuellement le site est ouvert côté est. D'après l'exploitant la mise en œuvre de ce dispositif présente des inconvénients pour la manœuvre des camions à l'intérieur du site mais aussi pour les riverains qui subiraient, comme par le passé, les nuisances des camions stationnés dans la rue des Vergers avant d'accéder au site.

- RTA5 : éviter l'ouverture simultanée des deux portes de la zone matière première.

Constat : une porte a été condamnée

- RTA6 : condamner la porte coulissante du local déchet 15 et l'étancher.

Constat : un devis a été fourni par la société GIRARDET pour supprimer la porte et fermer avec

des panneaux acoustiques.

- RTA7 : remplacer la porte d'accès piéton au local découpage par un modèle plus performant

Constat : devis fourni par la société GIRARDET

Il est demandé à l'exploitant de réaliser dans un délai de 3 mois les opérations prévues en RTA6 et RTA7 et d'équiper la seconde ligne d'extraction des fumées des soudeuses d'un piège à son. Une mesure de bruit devra être réalisée dans un délai de 4 mois. En cas de non conformité, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan d'action détaillé, comprenant les solutions techniques retenues pour respecter les valeurs réglementaires et un échéancier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois